

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat
à: la Convention
Objet: Suites de la session inaugurale de la Convention

À l'intention de la Convention, je transmets en annexe les documents ci-après, qui sont en rapport avec les interventions des deux Vice-présidents lors de la session inaugurale:

- une liste des documents de référence que le Vice-président Amato a évoqués (**annexe I**);
- la note concernant le fonctionnement du Forum que le Vice-président Dehaene avait proposé d'établir (**annexe II**).

(s.) John Kerr

LISTE DES DOCUMENTS¹

PARLEMENT EUROPÉEN

- Résolution du Parlement européen du 25 octobre 2000 sur la constitutionnalisation des traités
Rapport A4-0289/2000 - Rapporteur: Olivier Duhamel
- Résolution du Parlement européen du 31 mai 2001 sur le traité de Nice et l'avenir de l'Union européenne (2001/2022(INI))
Rapport A5-0168/2001 - Rapporteurs: Iñigo Méndez de Vigo et Antonio Seguro
- Résolution du Parlement européen du 7 février 2002 sur les relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux dans la construction européenne
Rapport A5-0023/2002 - Rapporteur: Giorgio Napolitano
- Projet de rapport de M. Alain Lamassoure sur la délimitation des compétences entre l'Union européenne et les États membres (PE304.276)

CONSEIL

- Version consolidée des traités (Vol I et II). Doc. SN 1845/00 et 1846/00

COMMISSION

- Communication de la Commission sur l'avenir de l'Union européenne, *Rénover la méthode communautaire*, 5 décembre 2001, COM(2001), 727 final
(http://www.europa.eu.int/futurum/documents/offtext/com051201_fr.pdf)

¹ La présente liste ne prétend pas être exhaustive mais fournit des exemples de documents de référence qui pourraient être utiles aux travaux de la Convention.

- Communication de la Commission, *Un Traité fondamental pour l'Union européenne*, 12 juillet 2000, COM(2000) 434 final
(http://europa.eu.int/archives/igc2000/offdoc/index_fr.htm)

Rapports de l'Institut universitaire européen, Florence

(<http://www.iue.it/RSC/Treaties.html>)

- Parlement européen, Direction générale des Études, *Quelle charte constitutionnelle pour l'Union européenne - Stratégies et options pour renforcer le caractère constitutionnel des traités?* Document de travail, Série Politique, Poli 105 Fr
- *Un traité fondamental pour l'Union européenne*, Étude sur la réorganisation des traités, Rapport remis le 15 mai 2000 à M. Romano Prodi, président de la Commission européenne, Robert Schuman for Advanced Studies, 2000
- *Réformer les procédures de révision des traités*, Deuxième rapport sur la réorganisation des traités de l'Union européenne, remis le 31 juillet 2000 à la Commission européenne, Robert Schuman for Advanced Studies, 2000

Colloques et diverses publications

- Europe 2004 - Le Grand Débat
(http://europa.eu.int/comm/dg10/university/post_nice/index_fr.html).
- Friends of Europe, *Blueprint for a Debate*, Brussels 2001
- CER, *Europe 2010: An optimistic vision of the Future*, Charles Grant, London 2001
- *Notre Europe, la réforme du Conseil des Ministres*, Paris 2001.

LA CONVENTION ET LE FORUM

"Pour élargir le débat et y associer l'ensemble des citoyens, un Forum sera ouvert aux organisations représentant la société civile (partenaires sociaux, milieux économiques, organisations non gouvernementales, milieux académiques, etc.). Il s'agira d'un réseau structuré d'organisations qui seront régulièrement informées des travaux de la Convention. Leurs contributions seront versées au débat. Ces organisations pourront être auditionnées ou consultées sur des sujets particuliers selon des modalités à déterminer par le Præsidium"

Déclaration de Laeken

- 1) Il est essentiel que les travaux et les résultats de la Convention recueillent l'appui sans réserve de la population européenne. L'opinion publique devrait être en mesure non seulement de suivre de près les travaux de la Convention (raison pour laquelle ses sessions sont ouvertes au public et ses documents sont publiés), mais aussi de verser sa contribution aux travaux de la Convention. Par conséquent, la déclaration de Laeken prévoit d'ouvrir un Forum sous la forme d'un réseau structuré d'organisations représentant la société civile. Le Forum n'est pas un organe permanent unique implanté en un lieu précis; il est en fait pluridimensionnel par nature. Il importe que le Forum soit en mesure de fonctionner efficacement pendant toute la durée de la Convention et que celle-ci puisse tirer pleinement parti des contributions du Forum. À cet effet, un certain nombre de règles de base s'imposent.
- 2) L'utilité du Forum dépendra en partie de son accessibilité. Cela suppose que le réseau soit mis en place à la fois dans les États membres actuels et dans les pays candidats. Différentes initiatives sont en outre nécessaires à différents niveaux. Les membres de la Convention sont donc invités à apporter un appui sans réserve au Forum. Chacun devrait avoir à cœur d'écouter la société civile et d'engager avec elle un dialogue actif.
- 3) Le présent document énonce un certain nombre de propositions qui, réunies, pourraient constituer un point de départ pour le lancement du Forum et sa gestion. Ces propositions portent à la fois sur l'échange d'informations écrites (dans les deux sens) et les contacts directs/séances d'information. Par ailleurs, il convient de se mettre d'accord sur l'organisation des auditions publiques qui sont prévues dans la déclaration de Laeken et qui revêtiront une importance particulière pour la société civile.

Échange d'informations écrites

- 4) L'échange d'informations écrites se fera principalement par le biais d'Internet. La Convention a son propre site web (http://european_convention.eu.int) qui sera une source d'informations pour tous ceux qui voudront suivre les travaux. Un site web propre au Forum (mais connecté à celui de la Convention par un lien) (http://www.europa.eu.int/futurum/forum_convention/index_fr.htm) offrira à la société civile la possibilité d'apporter sa contribution aux travaux de la Convention et de participer au débat général.

- 5) Le site du Forum (ainsi que celui de la Convention) sont accessibles depuis le 28 février. Il est géré et alimenté par la Commission sous le contrôle du Præsidium. Il a été conçu comme un réseau ouvert, dont le principal objectif est de permettre à la société civile d'apporter sa contribution aux travaux de la Convention. Le seul critère d'enregistrement sur la liste des participants au Forum est que chaque organisation doit fournir une contribution écrite au débat. Ces contributions sont ensuite rendues accessibles au public et aux membres de la Convention par publication sur le site web. Les instructions concernant l'enregistrement et le dépôt des contributions sont exposées dans le document ci-joint de la Commission (et peuvent être consultées sur le site). Le site du Forum donnera aussi aux organisations l'occasion d'exprimer le souhait de participer aux auditions publiques (voir plus loin).
- 6) Pour que les contributions écrites soient utiles à la Convention, il faudra en assurer le suivi et l'analyse. Il est prévu que le Secrétariat de la Convention fournisse régulièrement au Præsidium une synthèse des contributions envoyées (signalant par exemple les thèmes/sujets particulièrement intéressants qui sont régulièrement abordés) et éventuellement attire l'attention des membres de la Convention sur celles dont il considère qu'elles présentent une utilité directe pour les travaux.
- 7) Outre les possibilités offertes par le site web, il est aussi envisagé que le Président et les Vice-présidents envoient à tous les grands journaux européens, en vue de sa publication, une lettre décrivant la mission, les tâches et les méthodes de la Convention. Cette lettre contribuerait à étendre l'audience des discussions, elle serait l'occasion d'informer les lecteurs de l'existence du Forum et pourrait encourager les rédactions à ouvrir une tribune dans leurs pages.

Contacts/séances d'information

- 8) Mise à part la question particulière des auditions publiques, il y aura certainement une demande de contacts structurés réguliers entre la Convention et la société civile. Au niveau européen, il serait sans doute judicieux que ces contacts passent principalement par le Præsidium ou au moins certains de ses membres, ainsi que par le Président et les Vice-présidents. Il est notamment envisagé que le Vice-président Dehaene assume des responsabilités particulières à cet égard. En outre, le Comité économique et social a d'ores et déjà accepté de faciliter les contacts au niveau européen. Il importe que la Convention et le Præsidium soient périodiquement informés au sujet de ces contacts.
- 9) Il est essentiel que les contacts avec la société civile au niveau européen soient complétés par des débats aux niveaux national et régional à la fois dans les États membres actuels et dans les pays candidats. Les membres de la Convention sont invités à encourager ces débats et à y participer activement, et aussi à veiller à ce que la Convention soit tenue au courant. Les représentants des parlements ont un rôle particulier à cet égard. Il serait bon que les membres communiquent dans les meilleurs délais au Præsidium des informations sur les activités qui sont en cours ou envisagées dans leur pays.
- 10) L'efficacité de tous ces contacts dépendra en partie de la capacité de la société civile à s'organiser elle-même en groupes de contact (un bon exemple à cet égard est le groupement "plate-forme sociale" qui a déjà été constitué précisément à cette fin). Cette remarque est valable non seulement à Bruxelles, mais aussi dans l'ensemble des États membres et des pays candidats.

- 11) En outre, la présence au sein de la Convention de représentants du Comité économique et social, du Comité des régions et des partenaires sociaux européens constituera un facteur important pour encourager un vaste échange d'informations dans les deux sens. Ces organisations devraient servir d'intermédiaire entre la Convention et la société civile.

Auditions publiques

- 12) La question des auditions publiques doit être bien séparée du processus d'échange d'informations. Le site du Forum devra bien sûr contenir des informations de base sur l'organisation des auditions et inviter ceux qui sont susceptibles de vouloir y participer à présenter une demande dûment étayée, mais c'est à la Convention/au Præsidium qu'il incombera de décider quand et avec qui elle (il) souhaite que des auditions aient lieu, en fonction de l'utilité que celles-ci peuvent présenter pour certains aspects de ses travaux.
- 13) Il n'est pas à exclure que des auditions publiques puissent avoir lieu devant la Convention siégeant en réunion plénière, mais elles risquent d'être difficiles à gérer en raison du nombre de participants. Parmi d'autres possibilités, on pourrait imaginer qu'elles aient lieu en présence du Præsidium, ou d'un petit groupe de membres désignés par le Præsidium, ou peut-être par la suite des groupes de travail qui pourraient être créés. Pour que ces auditions soient utiles, il faudra en premier lieu les circonscrire à des sujets spécifiques et, en deuxième lieu, sélectionner les participants en fonction de la consistance de leur apport potentiel aux travaux de la Convention.

Résumé

- 14) En conclusion, les recommandations ci-après sont formulées.

Créer un site Internet du Forum qui servira de pivot à un réseau ouvert d'organisations, principalement dans le but de permettre la transmission de contributions écrites aux travaux de la Convention.

Adresser une lettre, en vue de sa publication, aux rédactions de tous les grands journaux européens, pour "annoncer" la naissance du Forum et les encourager à lancer dans leurs pages des débats sur l'avenir de l'Europe.

Établir des contacts réguliers et coordonnés avec la société civile (dans la mesure du possible par l'intermédiaire de groupes d'organisations servant de points de contact), aux niveaux européen et national.

Encourager le Comité économique et social, le Comité des régions et les partenaires sociaux à jouer pleinement leur rôle d'intermédiaire entre la Convention et la société civile.

Adopter une approche structurée pour l'organisation d'auditions publiques, notamment en sélectionnant avec soin les participants en fonction du sujet traité.

Comment participer et contribuer au Forum?

Comment est constitué le Forum?

Qu'est ce qu'une "contribution de fond" destinée à la Convention?

Comment être enregistré sur la liste des participants au Forum et déposer une contribution?

Quel est le régime linguistique appliqué aux contributions?

En résumé, que doit-on transmettre?

Comment est constitué le Forum?

Le Forum est constitué par les organisations européennes ou nationales qui auront déposé une contribution de fond, destinée aux membres de la Convention, présentant leur point de vue et leurs idées sur les questions relatives à l'avenir de l'Union européenne.

NB: Les participants sont des organisations. Les personnes individuelles quant à elles qui souhaitent participer et contribuer au débat sont encouragées à le faire au travers des très nombreuses organisations de la société civile participant au débat ainsi que des organisations politiques, socioprofessionnelles ou académiques ou autres qui y contribueront. Par ailleurs, des contributions individuelles sont également bienvenues dans les très nombreux forums de discussion consacrés à l'avenir de l'Europe sur les sites des **débats nationaux** ainsi que sur **l'espace de discussion** ouvert par les institutions européennes sur le site **futurum** (<http://europa.eu.int/futurum/>)

Qu'est ce qu'une "contribution de fond" destinée à la Convention?

Il s'agit d'un texte, spécifiquement rédigé à l'intention de la Convention, qui concerne l'avenir de l'Union européenne et la réforme des traités, et qui traite, sans que cela ne soit exclusif, des thèmes et des questions formulées dans la **déclaration de Laeken**. (<http://european-convention.eu.int/pdf/LKNFR.pdf>)

Pour être éligible à la publication sur le site ¹, le texte doit être présenté et approuvé par une organisation clairement identifiée et être transmis par un responsable statutaire nommément désigné.

¹ Les contributions déposées et publiées sur le site du Forum par le biais de ce dispositif de consultation n'engagent que leurs auteurs. Leur contenu ne saurait engager la responsabilité des Institutions européennes. En principe, toutes les contributions seront publiées sous réserve de l'appréciation par le Præsidium de la Convention et en tout cas à l'exception de celles qui seraient attentatoires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Les travaux universitaires individuels, les déclarations et discours, quels qu'en soient les auteurs, les communiqués de presse, les comptes rendus de séminaires et colloques (à moins qu'il ne s'agisse de motions ou conclusions adoptées à ces occasions par une instance délibérante, à l'intention de la Convention ou de la future Conférence intergouvernementale), qui ne peuvent pas être considérés comme une contribution au sens défini précédemment, pourront toujours quant à eux être publiés sur le site **futurum** (<http://europa.eu.int/futurum/>) dans l'intérêt bien compris de permettre, dans le cadre général du débat sur l'avenir de l'Europe, un accès des citoyens à l'information sur le débat.

Comment être enregistré sur la liste des participants au Forum et déposer une contribution?

Pour être enregistré sur la liste des participants et contribuer au Forum, il convient d'adresser les trois documents suivants à l'adresse de courrier électronique du Forum: sg-forum-convention@cec.eu.int

- une **fiche signalétique** de l'organisation auteur, destinée à alimenter la liste des participants et à faciliter les contacts ultérieurs entre le Secrétariat de la Convention et les participants au Forum. À cet effet, il est demandé à chaque organisation de préciser la catégorie à laquelle elle déclare souhaiter être enregistrée parmi les quatre catégories suivantes:
 - milieux politiques (ceci inclut les pouvoirs publics infranationaux: régions, villes, etc. et les organisations qui les regroupent),
 - milieux socio-économiques (ceci inclut les partenaires sociaux, les fédérations professionnelles, etc.),
 - milieux académiques et cercles de réflexion,
 - autres organisations de la société civile, ONG, courants de pensée, etc.
- **le texte de la contribution destinée aux membres de la Convention**
- un **résumé** de la contribution, sous la forme d'un texte comportant un maximum de 3000 caractères (non compris les espaces). Bien entendu, un résumé ne sera pas nécessaire si la contribution elle-même correspond à ce format.

Attention: Bien qu'il soit formellement possible de transmettre ces éléments par courrier ou par fax au Secrétariat de la Convention, seuls pourront être effectivement traités dans le cadre du Forum, publiés et diffusés, les textes qui seront transmis sur support électronique (format de fichier recommandé: word).

Quel est le régime linguistique appliqué aux contributions?

Les contributions peuvent être transmises dans toutes les versions linguistiques disponibles. Toutes les versions linguistiques remises par leurs auteurs seront publiées sur le site.

En résumé, que transmettre et adresser par courrier électronique à sg-forum-convention@cec.eu.int?

- Le texte de la contribution dans la langue originale et les autres versions linguistiques disponibles,
 - Son résumé (maximum 3000 caractères, espaces non compris) dans la langue originale et les autres versions linguistiques disponibles,
 - La fiche signalétique complétée.
-